

15 JAN 2015

A447

(5RB)

1 UR 1266 / 2004

**Notariat 1 Kehl**

Hafenstraße 3, D-77694 Kehl

Tél. +49 (0)7851/89997-32, fax: +49 (0)7851/89997-31

Notariat 1 Kehl • Hafenstraße 3 • D-77694 Kehl

Dive Spirit & Travel GmbH  
Rheinstraße 66  
D-77694 Kehl

**Certificat du Notaire**

**Karl Georg Korf**

**Notariat 1 Kehl**

**Photocopie certifiée conforme**

Le certificat portant le cachet est conforme à l'original.

Il est notarié pour

Dive Spirit & Travel GmbH  
Rheinstraße 66  
D-77694 Kehl

Kehl, le 29/09/2004

Korf

Notaire

26/11/2014

certifié conforme

JEANY C

1 N° de minute 1266/2004

Notariat de Kehl

Section 1

## **Acte officiel**

sur le

### **contrat de société**

de

**Dive Spirit & Travel GmbH**  
avec siège à Kehl

**Année 2004**

Cessation en l'année 20 \_\_\_\_\_

Certifié à Kehl dans le bureau du notariat  
le 27 septembre 2004

Devant le

**Notaire Karl Georg Korf  
au Notarial de Kehl**

avec la présence de, sans aucun doute sur leur entière capacité d'exercice :

1. Monsieur Christophe Arsène Denny, né le 05/08/1973,  
domicilié à 15, rue Bastian, F-67200 Strasbourg,  
identifié par son passeport français,
2. Madame Ingrid Derycke, née le 08/03/1962,  
domiciliée à Sint-Denijsplaats (S) 34, B-8554 Zwevegem,  
identifiée par son passeport belge,
3. Madame Gertrude Deffner, née le 11/05/1964,  
domiciliée à Kehl, Am Riedgraben 2,  
connue personnellement.

Les personnes présentes soumettent le texte préparé d'un contrat de société avec demande de certification immédiate.

Ils créent une société à responsabilité limitée et déclarent le

**contrat de société**

adjoint en annexe du présent certificat.

Après conclusion du contrat de société, les personnes présentes se réunissent pour la première fois en assemblée d'entreprise. Ils renoncent à toute formalité et délais et décident ce qui suit :

Est désigné comme gérant de la société :

L'associé Christophe Denny.

Il représente à lui seul la société, même si d'autres gérants seront désignés ultérieurement.

Il est exempté des restrictions du § 181 du code civil allemand.

Fin

Sont sollicités :

Expédition auprès du tribunal de première instance – bureau d'immatriculation – Kehl

Une photocopie certifiée conforme pour le centre fiscal – section corporations – compétent pour le lieu du siège de la société

Une photocopie certifiée conforme pour chacun des associés et une pour la société –

Le notaire a entre autres attiré l'attention sur les points suivants :

- La SARL en tant que telle n'est créée qu'à partir de son enregistrement effectif dans le registre du commerce.
- Les personnes agissant se portent personnellement et solidairement responsables en cas d'acte au nom de la société avant l'enregistrement.
- La valeur de l'avoir de la société – plus les charges de constitution statutaires – ne doit pas être inférieure au capital initial lors de l'enregistrement de la société dans le registre du commerce.
- Chaque associé s'engage à fournir tout déficit, même au-delà de l'apport initial convenu.
- Chaque associé se porte garant de la pleine valeur donnée des apports en nature fournis par les associés lors de l'enregistrement de la société dans le registre du commerce.
- Le bureau d'enregistrement est en droit de refuser l'enregistrement de la société dans le registre du commerce en cas de non-versement des charges préalables.

## **Le certificat ci-dessus**

qui a été lu, annexe comprise, à haute voix en présence du notaire, approuvé par les personnes présentes et signé de main propre, comme suit :

## Contrat de société

### § 1 Entreprise et siège

- (1) La dénomination de la société est Dive Spirit & Travel GmbH.
- (2) Le siège de la société est Kehl.

### § 2 Objet de l'entreprise

- (1) L'objet de l'entreprise est le commerce de marchandises de toute sorte ainsi que la prestation de services et de conseils. (En particulier l'achat et la vente, l'importation et l'exportation d'articles de plongée, la médiation et l'organisation de voyages, en particulier des voyages de plongée et des stages de formation.)
- (2) La société ne dispose d'aucun droit d'acquérir ou de représenter d'autres entreprises de même type ou de type similaire, ni de participer à de telles entreprises.
- (3) Elle est également en droit de procéder à des transactions favorables à l'atteinte et la promotion de l'objet de l'entreprise. Elle est également autorisée à créer des succursales.

### § 3 Capital initial, apport initial

Le capital initial de la société s'élève à 25 000,00 EUROS (en toutes lettres : vingt-cinq mille).

Les contributions sont les suivantes :

- |                               |                  |
|-------------------------------|------------------|
| a) l'associé Christophe Denny |                  |
| un apport initial de          | 12 000,00 EUROS, |
| b) l'associée Ingrid Derycke  |                  |
| un apport initial de          | 6 250,00 EUROS,  |
| c) l'associée Gertrud Deffner |                  |
| un apport initial de          | 6 250,00 EUROS,  |

qu'ils se doivent de fournir en nature par l'apport de leur part respective, avec tous les actifs et passifs, au capital de la société qu'ils exploitent sous le nom de Dive Spirit & Travel à Kehl sous la forme d'une société civile professionnelle. (Parts de contribution à la SCP Dive Spirit & Travel : Denny 50%, Deffner 25%, Derycke 25%.) Selon le contrat d'apport entre les sociétés impliquées et la SCP Dive Spirit & Travel le 31/08/2004, avec présentation à la déclaration, la valeur de l'entreprise engagée est fixée à 25 000,00. La valeur de l'apport en nature dépassant le montant de l'apport initial est crédité aux associés sous en tant qu'emprunt. La propriété de tous les objets de l'entreprise commerciale est immédiatement transmise à la société. L'entreprise commerciale est considérée comme agissant pour le compte de la SARL en rapport d'obligation à partir de la date de référence du bilan.

#### **§ 4 Exercice comptable**

L'exercice comptable s'étend du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de chaque année.

#### **§ 5 Gérance de l'entreprise, représentation**

- (1) La société a un ou plusieurs gérants.
- (2) Si seulement un gérant est désigné, il représente à lui seul la société.
- (3) Si plusieurs gérants sont désignés, la société est représentée par deux gérants communément ou par un gérant de la société en communauté avec un fondé de pouvoir. Également dans ce cas, un pouvoir de représentation individuelle peut être attribué à chaque gérant.
- (4) Chaque gérant peut bénéficier d'une exemption des restrictions du § 181 du code civil allemand, de sorte qu'il puisse représenter la société lors d'actes juridiques avec elle-même ou en tant que représentant d'un tiers.

#### **§ 6 Assemblée de la société**

- (1) L'assemblée de la société doit être convoquée lorsqu'une prise de décision de la société est requise ou lorsqu'une convocation est dans l'intérêt de la société toute autre raison. Une assemblée de la société doit être tenue dans tous les cas dans un laps de deux mois après la clôture des comptes annuels.
- (2) Le gérant convoque l'assemblée dans le nombre des associés ayant qualité de représentation de la société. La convocation est effectuée au moyen d'une lettre recommandée avec un délai de deux semaines au moins avec communication de l'ordre du jour pour l'assemblée annuelle, accompagné des comptes annuels.
- (3) L'assemblée de la société a lieu au siège de la société. Elle peut être tenue à un autre endroit si les raisons sont justifiées. Chaque associé est en droit de participer à l'assemblée. Il peut cependant se faire représenter par son conjoint, un autre associé ou un tiers tenu par le secret professionnel. Tout autre associé est en droit de réclamer que le mandataire se légitime par une procuration écrite.
- (4) L'assemblée est dirigée par le président. Le président doit être élu par les associés présents et représentés par majorité relative.
- (5) L'assemblée de la société atteint le quorum lorsque la moitié au moins du capital initial est représentée. En cas de manquement à cette condition, une nouvelle assemblée du même ordre du jour doit être convoquée dans un délai de quatre semaines devant toujours atteindre le quorum. La convocation doit attirer l'attention sur ce point. Les décisions des associés ne peuvent être prises que lors d'une assemblée de la société ou par écrit conformément au § 48, alinéa 2, de la loi allemande sur les SARL (GmbHG).

### **§ 7 Décisions sociales**

- (1) Les décisions sociales sont prises à une majorité de 75% des votes exprimés, à moins que le statut ou la loi ne prescrive impérativement une autre majorité.
- (2) Les parts sociales déterminent le nombre de voix. Une part de 50,00 euros à la société accorde une voix.
- (3) Si, en cas de succession, la part de l'associé décédé n'est pas recouvrée ni cédée conformément au § 12 du présent contrat, les décisions des associés sont prises, en dérogation au paragraphe 1 à 50% des voix exprimées, dans le cas du décès de Monsieur Denny, à 51% des voix exprimées, dans le cas du décès de Madame Ingrid Derycke, à moins que le statut ou la loi ne prescrive impérativement une autre majorité.
- (4) Le président se doit de rédiger sans délai un procès-verbal des décisions prises, de le signer et de le transmettre aux associés. Ces derniers peuvent exiger par écrit et dans un laps de quatre semaines après réception du procès-verbal un complément ou une rectification du procès-verbal. Le procès-verbal sans contredit ou le procès-verbal complété ou rectifié est présumé conforme et intégral.
- (5) Les décisions sociales ne peuvent être contestées que dans un laps de six semaines après réception du procès-verbal par dépôt de plainte.

### **§ 8 Clôture des comptes annuels**

Les comptes annuels doivent être établis par la gérance de la société dans le délai légal et signés par l'ensemble des gérants de la société.

### **§ 9 Répartition des bénéfices**

La répartition des bénéfices s'effectue à hauteur de 25% au préalable après disposition spécifique de l'assemblée de la société. Les prescriptions légales sont applicables pour toute autre disposition.

### **§ 10 Répartition et fusion des parts sociales**

- (1) Un accord des associés survivants est requis pour une cession en parts d'une part de la société aux autres associés ainsi que la répartition de parts sociales d'un associé décédé entre ses héritiers.



- (2) Si un associé est titulaire de plusieurs parts sociales pourvoyant intégralement à l'apport initial, il est possible de réunir toutes ces parts ou quelques-unes d'entre elles sur demande de l'associé concerné par décision sociale.

### **§ 11 Cession et grèvement de parts sociales**

- (1) La cession et le nantissement de parts sociales ainsi que leur grèvement avec usufruit n'est recevable qu'avec l'autorisation de tous les associés. La demande de la délivrance de l'autorisation doit être adressée à la société et fait en même temps office de déclaration de cession.
- (2) L'autorisation n'est pas nécessaire si les parts sociales sont cédées à des descendants ou au conjoint ou à d'autres associés ou grevées avec usufruit à leur profit.

### **§ 12 Succession**

- (1) Si l'un des associés a été désigné comme héritier sans exclusion d'autres associés, de son conjoint ou de sa descendance, la part sociale de l'associé décédé peut être recouvrée contre rémunération.
- (2) Au lieu du recouvrement, la société peut exiger que la part soit cédée en intégralité ou en parts à la société même, à l'un ou plusieurs des associés ou à un tiers.

### **§ 13 Démission**

- (1) Chacun des associés peut déclarer sa démission de la société pour une raison importante.
- (2) La démission ne peut prendre effet qu'à la fin de l'exercice comptable. Elle doit être déclarée par lettre recommandée dans le respect d'un délai de six mois.
- (3) L'associé démissionnant est dans l'obligation, selon le choix de l'entreprise, de céder de sa part sociale en intégralité ou partie à la société même, à un ou plusieurs associés ou un tiers à désigner par l'entreprise ou d'en accepter le recouvrement. Il peut exercer ses droits d'associé jusqu'à sa démission. Les associés restants sont dans l'obligation de prendre une décision sur le recouvrement ou l'obligation de cession avant la prise d'effet de la démission.

#### **§ 14 Recouvrement de parts sociales**

- (1) Le recouvrement de parts sociales est à tout moment recevable avec l'accord de l'associé concerné.
- (2) L'accord de l'associé n'est pas nécessaire dans les cas suivants :
  - Lorsque la procédure d'insolvabilité ou une procédure d'arbitrage judiciaire est ouverte sur ses biens ou que l'ouverture d'une telle procédure est refusée pour insuffisance d'actifs.
  - Lorsque sa part sociale est nantie et que le nantissement n'est pas annulé dans un délai de deux mois.
  - Lorsqu'une autre raison importante liée à sa personne justifie son exclusion de la société.
- (3) Si une part social appartient communément à plusieurs associés, la présence d'une raison de recouvrement liée à la personne de l'un des associés suffit. La société ou les associés peuvent désintéresser le créancier exécutant lors du nantissement d'une part sociale et alors recouvrer la part nantie. L'associé concerné n'est pas en droit de contredire le désintéressement. Il doit se faire déduire les frais liés au désintéressement du créancier exécutant de sa demande de rémunération.
- (4) Au lieu du recouvrement, l'assemblée de la société peut décider que la part sociale soit transmise à un ou plusieurs associés ou des tiers désignés par elle.
- (5) Le recouvrement ou la cession ne peut être décidé(e) par l'assemblée de la société que par majorité des trois quarts. L'associé concerné ne dispose d'aucun droit de vote. Ses voix restent hors considération lors du calcul de la majorité requise.
- (6) À moins que, dans les cas de nantissement de la part sociale ou de droit impératif entrant en vigueur en cas de faillite, une réglementation plus favorable pour le ou les créancier(s) concernant le calcul ou l'échéance de la rémunération à verser pour la part sociale recouvrée est applicable, celle-ci prévaut sur les réglementations conclues dans le présent contrat de société.
- (7) Le recouvrement et la décision sur l'obligation de cession prennent légalement effet indépendamment de toute dispute sur la hauteur de l'indemnité.

#### **§ 15 Évaluation et indemnité**

- (1) Dans la mesure où une évaluation des parts sociales doit avoir lieu conformément au présent contrat de société, la valeur à fixer est celle résultant de ventes pour la détermination de la valeur commune de parts sociales à défaut d'inféribilité au moment de la démission de l'associé concerné sous application des prescriptions fiscales.

- (2) Le montant de l'indemnité ainsi déterminé doit être versé à l'associé démissionnant en trois termes semestriels égaux au maximum, le premier terme étant échu un semestre après la date de la démission. Le montant restant est soumis à intérêts de six pour cent à partir de la démission.

### **§ 16 Notifications**

Les notifications de la société prescrites par la loi ne sont effectuées que dans le Journal des annonces officielles fédéral allemand.

### **§ 17 Dispositions finales**

- (1) L'inapplicabilité de dispositions individuelles du contrat reste sans effet sur l'applicabilité des autres dispositions du contrat de société tant que rien ne s'y oppose impérativement et en toute bonne foi. Dans de tels cas, la disposition invalide doit être réinterprétée ou complétée par décision de l'assemblée de la société de sorte à atteindre l'objet économique et juridique intentionné de la disposition invalide. La même procédure s'applique au cas où une lacune nécessitant un complément se révélerait lors de la mise en œuvre du contrat de société.
- (2) Chaque associé est dans l'obligation d'accepter des modifications du contrat imposant mutuellement l'objet de la société ou le devoir de loyauté des associés.

### **§ 18 Frais**

Les frais de la fondation auprès du notaire et du bureau d'immatriculation sont endossés par la société à hauteur de 2 500,00 euros. Les frais de fondation supplémentaires sont pris en charge par les associés.

Notariat 1 Kehl • Hafenstraße 3 • 77694 Kehl

Dive Spirit & Travel GmbH  
Rheinstraße 66

77694 Kehl

**Urkunde des Notars  
Karl Georg Korf  
Notariat 1 Kehl**



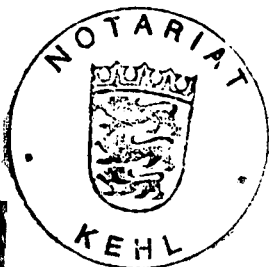
**Beglaubigte Ablichtung**

Die angesiegelte Urkunde stimmt mit der Urschrift überein.  
Diese wird notariell beglaubigt für

Dive Spirit & Travel GmbH  
Rheinstraße 66

77694 Kehl

Kehl, den 29.09.2004



Korf  
Notar

*certificat conforme -  
26/11/2014 -*

1 Urkundenrolle-Nr. 1266/2004

Notariat Kehl

Referat 1

## Öffentliche Urkunde

über

Gesellschaftsvertrag

der

Dive Spirit & Travel GmbH  
mit dem Sitz in Kehl

Jahr 20<sup>04</sup> \_\_\_\_\_

Auszuscheiden im Jahre 20 \_\_\_\_\_

Beurkundet in Kehl im Amtszimmer des Notariats  
am 27. September 2004

Vor

**Notar Karl Georg Korf**  
**beim Notariat Kehl**

sind anwesend, unbedenklich voll geschäftsfähig:

1. Herr Christophe Arsene Denny geb. am 05.08.1973,  
wohnhaft in 15, rue Bastian, F-67200 Strasbourg,  
ausgewiesen durch französischen Reisepaß,
2. Frau Ingrid Derycke geb. am 08.03.1962,  
wohnhaft in Sint-Denijsplaats (S) 34, B-8554 Zwevegem,  
ausgewiesen durch belgischen Reisepaß,
3. Frau Gertrud Deffner geb. am 11.05.1964,  
wohnhaft in Kehl, Am Riedgraben 2,  
persönlich bekannt.

Die Anwesenden überreichen mit der Bitte um sofortige Beurkundung den vorbereiteten Text eines Gesellschaftsvertrages.

Sie errichten eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung und erklären den als Anlage zu dieser Urkunde genommenen

Gesellschaftsvertrag

Nach Abschluß des Gesellschaftsvertrages treten die Anwesenden zur ersten Gesellschafterversammlung zusammen. Sie verzichten auf alle Förmlichkeiten und Fristen und beschließen:

Zum Geschäftsführer wird bestellt:

der Gesellschafter Christophe Denny.

Er vertritt die Gesellschaft allein und zwar auch dann, wenn später weitere Geschäftsführer bestellt werden.

Er ist von den Beschränkungen des § 181 BGB befreit.

## S c h l u ß

Beantragt werden

Ausfertigung dem Amtsgericht - Registergericht - Kehl

eine beglaubigte Ablichtung für das für den Sitz der Gesellschaft zuständige Finanzamt - Körperschaftssteuerstelle -

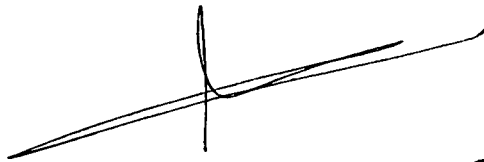
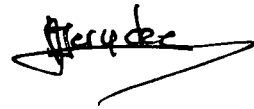
je eine beglaubigte Ablichtung jedem Gesellschafter und der Gesellschaft -

Der Notar hat u.a. darauf hingewiesen, daß

- die GmbH als solche erst mit der Eintragung im Handelsregister entsteht,
- die Handelnden persönlich und solidarisch haften, wenn vor der Eintragung im Namen der Gesellschaft gehandelt wurde,
- bei Eintragung der Gesellschaft in das Handelsregister der Wert des Gesellschaftsvermögens - zuzüglich des satzungsmäßig festgelegten Gründungsaufwands - nicht niedriger sein darf als das Stammkapital,
- jeder Gesellschafter zur Leistung eines Fehlbetrages auch über die vereinbarte Stammeinlage hinaus verpflichtet ist,
- jeder Gesellschafter für die bei Eintragung der Gesellschaft im Handelsregister gegebene Vollwertigkeit der von den Gesellschaftern erbrachten Sacheinlagen haftet,
- das Registergericht berechtigt ist, bei unausgeglichenen Vorbelastungen die Eintragung der Gesellschaft ins Handelsregister abzulehnen.

**Hierüber Urkunde,**

die nebst Anlage in Gegenwart des Notars vorgelesen, von den Anwesenden genehmigt und eigenhändig unterschrieben wurde wie folgt:

A large, stylized handwritten signature consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke intersecting it near the left end.A handwritten signature that appears to read "Herrn" followed by a flourish.A large, cursive handwritten signature.

Herrn Notar



*Korf*

## Gesellschaftsvertrag

### § 1 Firma und Sitz

- (1) Die Firma der Gesellschaft lautet Dive Spirit & Travel GmbH.
- (2) Sitz der Gesellschaft ist Kehl.

### § 2 Gegenstand des Unternehmens

- (1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel mit Waren aller Art, sowie die Erbringung von Dienstleistungen und Beratungen. (Insbesondere An- und Verkauf, Import und Export von Tauchartikeln, Vermittlung und Veranstaltung von Reisen, insbesondere Tauchreisen und Lehrgängen.)
- (2) Die Gesellschaft darf andere Unternehmen gleicher oder ähnlicher Art erwerben, vertreten oder sich an solchen Unternehmen beteiligen.
- (3) Sie darf auch Geschäfte vornehmen, die der Erreichung und Förderung des Unternehmenszwecks dienlich sein können. Sie darf auch Zweigniederlassungen errichten.

### § 3 Stammkapital, Stammeinlage

Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 25.000,-- EURO (in Worten: Fünfundzwanzigtausend).

Hiervon übernehmen:

- a) der Gesellschafter Christophe Denny  
eine Stammeinlage von 12.500,-- EURO,
- b) die Gesellschafterin Ingrid Derycke  
eine Stammeinlage von 6.250,-- EURO,
- c) die Gesellschafterin Gertrud Deffner  
eine Stammeinlage von 6.250,-- EURO,

die sie als Sacheinlage durch Einbringung ihrer jeweiligen Anteile am Betriebsvermögen des von ihnen unter der Firma Dive Spirit & Travel in Kehl in Form einer Gesellschaft bürgerlichen Rechts betriebenen kaufmännischen Unternehmens mit allen Aktiven und Passiven zu erbringen haben. (Beteiligungsverhältnisse an der Dive Spirit & Travel GbR: Denny 50 %, Deffner 25 %, Derycke 25%.) Gemäß Einbringungsvertrag zwischen den beteiligten Gesellschaften und der Dive Spirit & Travel GbR zum 31.08.2004, die bei Anmeldung nachgereicht wird, wird der Wert des eingebrachten Unternehmens mit Euro 25.000,00 angesetzt. Der den Betrag der Stammeinlage überschreitende Wert der Sacheinlage wird den Gesellschaftern als Darlehen gutgeschrieben. Alle Gegenstände des kaufmännischen Unternehmens sind sofort an die Gesellschaft zu übereignen. Das

kaufmännische Unternehmen gilt mit schuldrechtlicher Wirkung ab dem Stichtag der Bilanz als für Rechnung der GmbH geführt.

#### **§ 4 Geschäftsjahr**

Das Geschäftsjahr läuft vom 1. September bis 31. August eines jeden Jahres.

#### **§ 5 Geschäftsführung, Vertretung**

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer.

(2) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt er die Gesellschaft allein.

(3) Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft von zwei Geschäftsführern gemeinsam oder von einem Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten. Jedem Geschäftsführer kann auch in diesem Fall Einzelvertretungsbefugnis erteilt werden.

(4) Jedem Geschäftsführer kann Befreiung von den Beschränkungen des § 181 BGB erteilt werden, so dass er die Gesellschaft bei Rechtsgeschäften mit sich selbst oder mit sich als Vertreter eines Dritten vertreten kann.

#### **§ 6 Gesellschafterversammlung**

(1) Die Gesellschafterversammlung ist zu berufen, wenn eine Beschlussfassung der Gesellschaft erforderlich wird oder wenn die Einberufung aus einem sonstigen Grunde im Interesse der Gesellschaft liegt. In jedem Falle ist jährlich eine Gesellschafterversammlung innerhalb zwei Monaten nach Vorliegen des Jahresabschlusses abzuhalten.

(2) Die Versammlung wird durch die Geschäftsführer in vertretungsberechtigter Zahl einberufen. Die Ladung erfolgt mittels Einschreibebriefes mit einer Frist von mindestens zwei Wochen unter Mitteilung der Tagesordnung, bei der jährlichen Versammlung unter Beifügung des Jahresabschlusses.

(3) Die Gesellschafterversammlung findet am Sitz der Gesellschaft statt. Sie kann aus begründetem Anlass an einem anderen Ort abgehalten werden. Jeder Gesellschafter darf an der Gesellschafterversammlung teilnehmen. Er kann sich dabei durch den Ehegatten, einen anderen Gesellschafter oder einen zur Berufsverschwiegenheit verpflichteten Dritten vertreten lassen. Jeder andere Gesellschafter kann verlangen, dass sich der Bevollmächtigte durch schriftliche Vollmacht legitimiert.

(4) Die Versammlung wird vom Vorsitzenden geleitet. Der Vorsitzende ist von den anwesenden und vertretenen Gesellschaftern mit einfacher Mehrheit zu wählen.

(5) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Stammkapitals vertreten ist. Fehlt es daran, so ist innerhalb von vier Wochen eine neue Versammlung mit gleicher Tagesordnung einzuberufen, die immer beschlussfähig ist. Darauf ist in der Ladung hinzuweisen. Beschlüsse der Gesellschafter können nur in einer Gesellschafterversammlung oder gemäß § 48 Abs. 2 GmbHG schriftlich gefasst werden.

## **§ 7 Gesellschafterbeschlüsse**

(1) Gesellschafterbeschlüsse werden mit einer Mehrheit von 75 % der abgegebenen Stimmen gefasst, soweit nicht die Satzung oder das Gesetz zwingend eine andere Mehrheit vorschreiben.

(2) Abgestimmt wird nach Geschäftsanteilen. Je 50,- Euro eines Geschäftsanteils gewähren eine Stimme.

(3) Wird im Falle der Erbfolge der Anteil des verstorbenen Gesellschafters nicht gemäß § 12 des vorliegenden Vertrages eingezogen oder abgetreten, so werden Gesellschafterbeschlüsse abweichend von Absatz 1

mit 50 % der abgegebenen Stimmen gefasst, falls Herr Denny verstirbt,

mit 51 % der abgegebenen Stimmen gefasst, falls Frau Ingrid Derycke verstirbt,

soweit nicht die Satzung oder das Gesetz zwingend eine andere Mehrheit vorschreiben.

(4) Über die gefassten Beschlüsse hat der Vorsitzende unverzüglich eine Niederschrift aufzunehmen, zu unterschreiben und den Gesellschaftern zuzuleiten. Diese können innerhalb vier Wochen nach Empfang der Niederschrift eine Ergänzung oder Berichtigung der Niederschrift schriftlich verlangen. Die unwidersprochene oder ergänzte bzw. berichtigte Niederschrift hat die Vermutung der Richtigkeit und Vollständigkeit.

(5) Gesellschafterbeschlüsse können nur innerhalb sechs Wochen nach Empfang der Niederschrift durch Klage angefochten werden.

## **§ 8 Jahresabschluss**

Der Jahresabschluss ist von der Geschäftsführung innerhalb der gesetzlichen Frist aufzustellen und von sämtlichen Geschäftsführern zu unterschreiben.

## **§ 9 Gewinnverteilung**

Die Gewinnverteilung erfolgt in Höhe von vorab 25 % nach jeweils gesonderter Bestimmung der Gesellschafterversammlung. Im übrigen gelten die gesetzlichen Vorschriften.

## **§ 10 Teilung und Vereinigung von Geschäftsanteilen**

(1) Für die Veräußerung von Teilen eines Geschäftsanteiles an andere Gesellschafter sowie für die Teilung von Geschäftsanteilen verstorbener Gesellschafter unter deren Erben ist eine Genehmigung der verbleibenden Gesellschafter erforderlich.

(2) Ist ein Gesellschafter Inhaber mehrerer Geschäftsanteile, auf welche die Stammeinlagen voll geleistet sind, so können diese mehreren Geschäftsanteile oder einzelne von ihnen auf Antrag des betroffenen Gesellschafters durch Gesellschafterbeschluss miteinander vereinigt werden.

## **§ 11 Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen**

(1) Die Abtretung und Verpfändung von Geschäftsanteilen sowie ihre Belastung mit einem Nießbrauch ist nur mit Genehmigung aller Gesellschafter zulässig. Der Antrag auf Erteilung der Genehmigung ist an die Gesellschaft zu richten und gilt zugleich als Anmeldung der Veräußerung.

(2) Die Genehmigung ist nicht erforderlich, wenn Geschäftsanteile an Abkömmlinge oder Ehegatten oder andere Gesellschafter abgetreten oder zu deren Gunsten mit einem Nießbrauch belastet werden.

## **§ 12 Erbfolge**

(1) Ist ein Gesellschafter nicht ausschließlich von anderen Gesellschaftern, seinem Ehegatten oder seinen Abkömmlingen beerbt worden, kann der Geschäftsanteil des verstorbenen Gesellschafters gegen Entgelt eingezogen werden.

(2) Statt der Einziehung kann die Gesellschaft verlangen, dass der Anteil ganz oder geteilt an die Gesellschaft selbst, an einen oder mehrere Gesellschafter oder an einen Dritten abgetreten wird.

## **§ 13 Austritt**

(1) Jeder Gesellschafter kann aus wichtigem Grund seinen Austritt aus der Gesellschaft erklären.

(2) Der Austritt kann nur zum Ende des Geschäftsjahres erfolgen. Er ist unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten durch eingeschriebenen Brief zu erklären.

(3) Der ausscheidende Gesellschafter ist nach Wahl der Gesellschaft verpflichtet, seinen Geschäftsanteil jeweils ganz oder zum Teil an die Gesellschaft selbst, an einen oder mehrere Gesellschafter oder an von der Gesellschaft zu benennende Dritte abzutreten oder die Einziehung zu dulden. Bis zum Ausscheiden kann er seine Gesellschafterrechte ausüben. Die verbleibenden Gesellschafter sind verpflichtet, bis zum Wirksamwerden des Austritts über die Einziehung oder Abtretungsverpflichtung Beschluss zu fassen.

## **§ 14 Einziehung von Geschäftsanteilen**

(1) Die Einziehung von Geschäftsanteilen ist mit Zustimmung des betroffenen Gesellschafters jederzeit zulässig.

(2) Der Zustimmung des betroffenen Gesellschafters bedarf es nicht,

- wenn über sein Vermögen das Insolvenzverfahren oder ein gerichtliches Vergleichsverfahren eröffnet ist oder die Eröffnung eines solchen Verfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

- wenn sein Geschäftsanteil gepfändet ist und die Pfändung nicht innerhalb von zwei Monaten aufgehoben wird;

- wenn in seiner Person ein anderer wichtiger Grund, der seine Ausschließung aus der Gesellschaft rechtfertigt, gegeben ist.

(3) Steht ein Geschäftsanteil mehreren Gesellschaftern gemeinschaftlich zu, so genügt es, wenn ein Einziehungsgrund in der Person eines der Mitgesellschafter vorliegt. Die Gesellschaft oder die Gesellschafter können bei der Pfändung eines Geschäftsanteils den vollstreckenden Gläubiger befriedigen und alsdann den gepfändeten Anteil einziehen. Der betroffene Gesellschafter darf der Befriedigung nicht widersprechen. Er hat sich das zur Befriedigung des vollstreckenden Gläubigers Aufgewendete auf seinen Entgeltanspruch anrechnen zu lassen.

(4) Statt der Einziehung kann die Gesellschafterversammlung beschließen, dass der Geschäftsanteil auf einen oder mehrere von ihr bestimmte Gesellschafter oder Dritte zu übertragen ist.

(5) Die Einziehung und die Abtretung kann von der Gesellschafterversammlung nur mit Dreiviertelmehrheit beschlossen werden. Der betroffene Gesellschafter hat kein Stimmrecht. Seine Stimmen bleiben bei der Berechnung der erforderlichen Mehrheit außer Betracht.

(6) Soweit in den Fällen einer Pfändung des Geschäftsanteils oder des Konkurses kraft zwingenden Rechts eine für den oder die Gläubiger günstigere Regelung bezüglich der Berechnung oder der Fälligkeit des für den eingezogenen Geschäftsanteil zu zahlenden Entgelts Platz greift, tritt diese an die Stelle der in diesem Gesellschaftsvertrag vereinbarten Regelungen.

(7) Die Einziehung und der Beschluss über die Abtretungsverpflichtung sind unabhängig von einem etwaigen Streit über die Höhe der Abfindung rechtswirksam.

## **§ 15 Bewertung und Abfindung**

(1) Soweit nach diesem Gesellschaftsvertrag eine Bewertung von Geschäftsanteilen stattzufinden hat, ist der Wert anzusetzen, der sich im Zeitpunkt des Ausscheidens des betreffenden Gesellschafters unter Anwendung der steuerrechtlichen Vorschriften zur

Ermittlung des gemeinen Wertes von Geschäftsanteilen mangels Ableitbarkeit aus Verkäufen ergibt.

(2) Der so ermittelte Abfindungsbetrag ist dem ausscheidenden Gesellschafter längstens in drei gleichen Halbjahresraten auszuführen, die erste Rate ein halbes Jahr nach dem Zeitpunkt des Ausscheidens. Der jeweils ausstehende Betrag ist ab dem Ausscheiden mit sechs vom Hundert zu verzinsen.

## **§ 16 Bekanntmachungen**

Die gesetzlich vorgeschriebenen Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im Bundesanzeiger.

## **§ 17 Schlussbestimmungen**

(1) Die Unwirksamkeit einzelner Bestimmungen des Vertrages lässt die Wirksamkeit des Gesellschaftsvertrages im übrigen unberührt, soweit Treu und Glauben dem nicht zwingend entgegenstehen. In einem solchen Falle ist die ungültige Bestimmung durch Beschluss der Gesellschafterversammlung so umzudeuten oder zu ergänzen, dass der mit der ungültigen Bestimmung beabsichtigte wirtschaftliche und rechtliche Zweck erreicht wird. Dasselbe gilt, wenn bei der Durchführung des Gesellschaftsvertrages eine ergänzungsbedürftige Lücke offenbar wird.

(2) Jeder Gesellschafter ist zu Vertragsänderungen verpflichtet, die der Gesellschaftszweck oder die Treupflicht der Gesellschafter gegeneinander gebieten.

## **§ 18 Kosten**

Die Kosten der Gründung bei Notar und Registergericht trägt die Gesellschaft bis zur Höhe von Euro 2.500,00, darüber hinausgehende Gründungskosten tragen die Gesellschafter.